

L'écart de richesse entre Nord et Sud se creuse de nouveau

La quasi-totalité des pays riches a retrouvé le niveau de revenu par habitant constaté avant la pandémie du Covid-19. C'est loin d'être le cas dans les pays en développement, observe la Banque mondiale.



La Banque mondiale a revu légèrement à la hausse ses prévisions de croissance mondiale. Celle-ci restera trop faible pour lutter contre l'extrême pauvreté. (Photo Gent Shkullaku/Zuma/SIPA)

Par **Richard Hiault**

Publié le 13 janv. 2026 à 16:17 | Mis à jour le 13 janv. 2026 à 19:45

En dépit des soubresauts géopolitiques, de la hausse **des droits de douane**, aux Etats-Unis principalement, et de la montée des incertitudes pénalisant l'investissement des entreprises, la croissance mondiale résiste. Mais, son niveau sera insuffisant pour résoudre l'extrême pauvreté dans les pays en développement.

Fin 2025, la quasi-totalité des pays industrialisés affichaient un revenu par habitant supérieur à celui d'avant la pandémie du Covid-19, observe la Banque mondiale à l'occasion de la publication, ce mardi, de ces nouvelles prévisions économiques. En revanche, un pays en développement sur quatre - et plus d'un tiers des pays à faible revenu - était plus pauvre qu'il y a cinq ans.

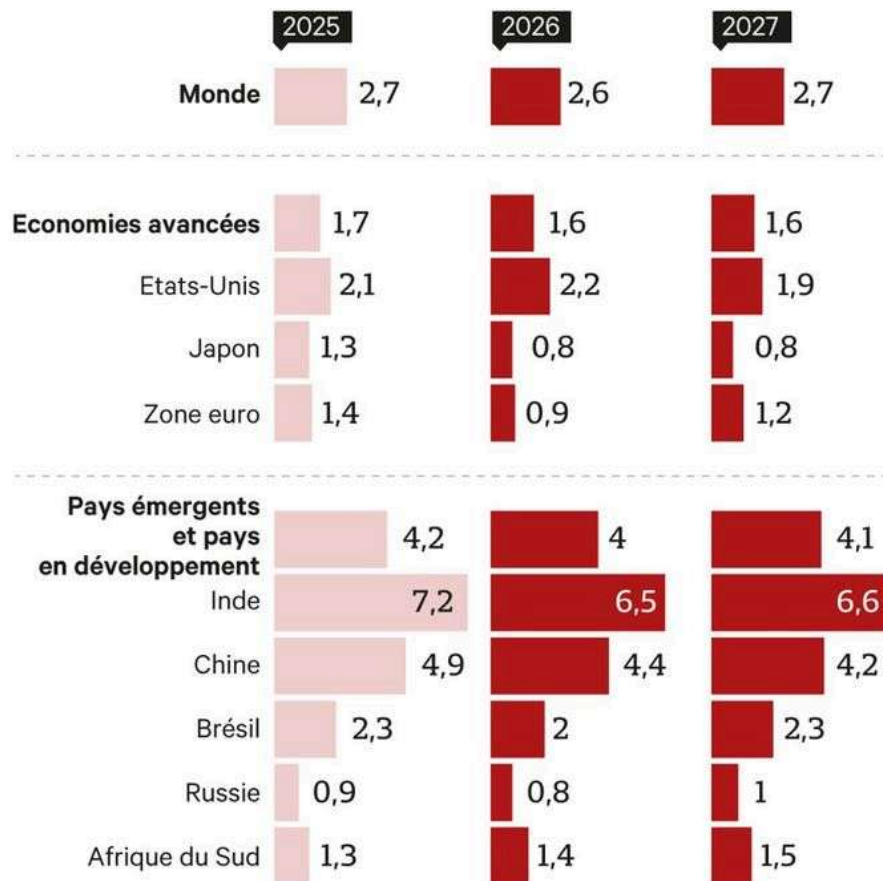
Croissance insuffisante

La croissance du revenu par habitant dans les pays en développement n'atteindra, par exemple, que 3 % en 2026, soit environ un point de pourcentage de moins que la moyenne observée entre 2000 et 2019. A ce rythme, le revenu par habitant dans ces économies, estimé à environ 6.500 dollars par la Banque, ne s'élèverait qu'à 12 % du niveau constaté dans les pays développés.

L'écart est encore plus frappant pour les pays à faible revenu. Leur PIB par habitant est inférieur à 700 dollars, soit environ 1 % de celui des économies à revenu élevé. En clair, les écarts se creusent de nouveau.

Les prévisions de la croissance économique mondiale

En % du PIB



« LES ECHOS » / SOURCE : BANQUE MONDIALE

Dans ses nouvelles prévisions, la Banque mondiale a revu légèrement à la hausse ses pronostics par rapport à juin dernier. Pour l'année qui vient de s'achever, la hausse du produit intérieur brut (PIB) mondial devrait atteindre 2,7 %, et non 2,3 % comme prévu l'été dernier. La croissance de 2026 devrait être du même ordre (2,6 %).

Les Etats-Unis et la Chine agissent toujours comme les deux locomotives mondiales. Dans cet environnement, les pays émergents et en développement vont légèrement ralentir (4 %) cette année, après une hausse de leur PIB de 4,2 % en 2025. La croissance devrait être plus forte dans les pays à faible revenu, atteignant en moyenne 5,6 % sur la période 2026-2027. Mais, les nuages s'accumulent.

La reprise mondiale, après la récession générée par la pandémie du Covid-19, est pourtant la plus importante de ces soixante dernières années. En 2025, le PIB mondial par habitant était supérieur de 10 % à son niveau prépandémie. Mais si la reprise est forte, le niveau de croissance n'est plus aussi élevé par rapport aux années qui ont précédé cette pandémie.

« La croissance est insuffisante pour réduire l'extrême pauvreté et créer des emplois là où ils sont le plus nécessaires », c'est-à-dire en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, craint, dans le préambule du rapport, Indermit Gill, l'économiste en chef de la Banque mondiale. Environ 1,2 milliard de jeunes atteindront l'âge de travailler au cours de la prochaine décennie.

« Si ces prévisions se concrétisent, le taux de croissance moyen de cette décennie sera le plus faible depuis les années 1960 », avertit encore l'économiste en chef. Pour ce dernier, cette « tendance au ralentissement sur le long terme de la croissance potentielle mondiale » s'explique notamment par le fait que la hausse annuelle des investissements « ramenés par habitant est passée de 8 % dans les années 2000 à environ 2,5 % dans les années 2020 ».

Elan brisé

« C'est quelque chose qui nous inquiète car le schéma à long terme est celui d'un déclin démographique, d'un investissement privé qui continue de baisser. [...] Et nous avons désormais des droits de douane plus élevés que ce que nous avions ces trois, quatre dernières décennies, avec des barrières non tarifaires qui sont utilisées comme outil de politique commerciale », a-t-il détaillé lors d'un point presse téléphonique, mardi.

Les pays en développement, de leur côté, étaient bien mieux préparés pour affronter la crise financière mondiale de 2009 que la récession déclenchée par la pandémie. La réduction de leur dette publique, l'adoption de taux de change plus flexibles, la mise en place de systèmes de ciblage de l'inflation et la constitution de réserves de change leur avaient permis de traverser cette période difficile.

« Cependant, cet élan de réforme n'a pas perduré : au moment de la crise pandémique, la dette des économies en développement avait atteint des niveaux record, et les déficits budgétaires étaient plus de quatre fois supérieurs à la moyenne d'avant 2009 », observe Indermit Gill. Leur marge de manoeuvre est plus étroite. Et la croissance constatée depuis la pandémie n'a rien à voir avec celle qui a permis à plus d'un milliard de personnes de sortir de l'extrême pauvreté dans les années 1990 et 2000.